

# Que peut l'Europe ?

Jacques Bichot pour Atlantico. 25 Mai 2019

<https://www.atlantico.fr/decryptage/3573126/ce-que-l-europe-peut-ou-pas-concernant-les-4-priorites-de-vote-des-francais-union-europeenne-parlement-action-politique-preoccupations-electeurs-jean-luc-sauron-jacques-bichot>

- 1. Un nouveau sondage La Tribune-BVA révèle les préoccupations des électeurs et l'attachement des sondés vis-à-vis de l'Europe. En tête, l'emploi (80%), devant le pouvoir d'achat (77%), la lutte contre le terrorisme et le maintien de la paix en Europe (77%). Sans commenter ces choix, pouvez-vous établir dans quelle mesure l'Union européenne peut y répondre concernant la France dans la mesure des compétences directes ou indirectes, et partagée ?**

L'Union européenne peut-elle être un facteur important pour l'amélioration de l'emploi et du pouvoir d'achat ? Certes, mais il faudrait pour cela qu'elle s'attaque aux vrais problèmes, et mette « la pédale douce » sur sa propension à réglementer dans trop de domaines.

Poser des normes pour la fabrication des fromages ou l'accessibilité des hôtels aux personnes handicapées peut avoir des effets fortement négatifs. Beaucoup de petits établissements hôteliers ne peuvent se mettre en règle qu'au prix de lourds investissements et de réduction de leur capacité d'accueil, par exemple parce qu'il leur faut élargir les couloirs au détriment de la surface consacrée aux chambres. Davantage de frais financiers et d'amortissements, moins de recettes, cela conduit à mettre la clé sous la porte et à l'inscription du personnel à l'ANPE.

De même, les conditions imposées en matière d'élevage et de production laitière conduisent-elles à une accélération des changements dans un sens « industriel » qui réduit l'animal au rang de machine. Sans vouloir assimiler nos vaches et nos poules à des êtres humains, ces animaux ont le droit d'être traités avec un certain respect, qui ne fait pas forcément bon ménage avec un accent mis trop exclusivement primo sur les prix bas et secundo sur des règles hygiéniques que l'on dirait inhumaines si elles étaient appliquées à l'espèce humaine.

Pour ce qui est du pouvoir d'achat, le grand marché européen est très favorable à première vue, c'est-à-dire si l'on raisonne à revenus constants. Mais il faut hélas constater que les rémunérations des personnes modestement ou moyennement qualifiées sont tirées vers le bas dans les pays comme la France où elles sont assez conséquentes par rapport à d'autres : que ces travailleurs se retrouvent au chômage ou acceptent des emplois à des tarifs moins éloignés des rémunérations de leurs homologues d'Europe orientale, l'augmentation du pouvoir d'achat est pour elles une expression provocatrice.

L'Union européenne n'a pas énormément de moyens pour résoudre de tels problèmes. A terme, un rapprochement des rémunérations des niveaux de vie et des salaires est probable, mais cela peut prendre du temps. Comme dans tout changement institutionnel important, il y a des perdants et des gagnants. Et parfois, il faut accepter de perdre davantage au début du processus pour arriver plus

rapidement au point où on sera gagnant. Mais allez expliquer cela à une personne qui ne gagne pas beaucoup plus que le SMIC !

Pour le maintien de la paix, certes le spectre d'un nouvel affrontement franco-allemand a bien disparu ! Mais l'ouverture des frontières à des populations mal adaptées à la vie européenne a créé des problèmes dont nous voyons l'ampleur croissante. L'Union européenne a montré une lenteur de réaction très dommageable face au problème migratoire. Les pays membres ont agi pour une bonne part en ordre dispersés ; la Commission, dirigée par un président qui ne semble pas être au mieux de sa forme, s'est montrée dépassée par les événements, comme elle est dépassée par le collapsus démographique des européens de souche. Les réponses dépendent évidemment d'un bon usage des « compétences partagées », mais l'Europe est pour l'instant un géant ayant plus de graisse que de muscle et de cervelle, lent à prendre les décisions requises. Quand deux absences de réalisme se conjuguent, comme celles du Parlement britannique et des différentes instances européennes dans l'affaire du Brexit, on voit ce que cela donne !

## **2. Les problèmes d'harmonisation, fiscale par exemple, demeurent-ils toujours des freins à la réalisation de ces deux premiers souhaits ?**

Oui, les problèmes d'harmonisation fiscale sont cruciaux ! L'absence d'unification des règles de calcul du bénéfice des sociétés, et de taux commun pour l'imposition de ces bénéficiaires, était déjà totalement anormale à l'époque du marché commun ; que le passage à l'UE n'ait pas été mis à profit pour résoudre cette question cruciale est une bêtise politique d'une gravité extrême.

Il faut aussi, particulièrement pour l'objectif « plein emploi », avancer autrement qu'à la vitesse de l'escargot en matière de compatibilité de nos systèmes de protection sociale. Un système européen de protection sociale, le même de la Grèce à la Suède, n'est pas envisageable à brève échéance, mais il faut impérativement travailler à un rapprochement, progressif mais rapide.

A cet égard, je suis méfiant quand certains proposent que les travailleurs venant d'un autre pays européen soient assurés sociaux dans le pays d'accueil. La protection sociale relève d'un pacte national, pas européen. Par exemple, si vous avez été élevé en Espagne et que vous venez travailler en France, c'est l'Espagne, pas la France, qui doit encaisser vos cotisations vieillesse, parce que celles-ci sont destinées aux pensions de ceux qui vous ont entretenu et formé quand vous étiez jeune, en Espagne.

## **3. Le sondage pointe du doigt également un manque de confiance en l'Union Européenne et ses institutions. En effet, 40% des sondés ne sont "pas attachés" à l'Union européenne et 14% "pas du tout attachés". De même, 48% souhaitent que l'UE repense son action en profondeur. Selon vous, est-ce nécessaire pour faire avancer ces thématiques ? Comment ?**

Il est ennuyeux que tant d'européens ne soient « pas attachés » à l'Union, parce que si un sentiment national (se sentir Français, ou Allemand, ou Italien, etc.) est nécessaire à la bonne marche d'un pays, un sentiment d'appartenance à l'Union européenne est pareillement nécessaire à la bonne marche de l'Europe.

Prenons le pire des cas, celui d'un conflit mondial. Supposons par exemple que la Chine, actuellement en train de prendre la première place en tant que puissance économique, veuille accentuer son emprise territoriale. Je pense à ce sujet non seulement à son domaine maritime qu'elle veut accroître, mais aussi à son domaine terrestre. Le Tibet est passé sous domination chinoise, la Mongolie également ; que se passera-t-il lorsque la Sibérie, riche de matières premières et d'espace, vide d'habitants, et qui, réchauffement climatique aidant, deviendra peut-être une immensité cultivable et habitable, sera dans son collimateur ? J'aurais confiance en l'Union européenne le jour où elle prendra au sérieux un tel enjeu, peut-être en proposant un rapprochement à la Russie (qui est, pour une large part, aussi européenne culturellement que bien des pays membres de l'UE, et beaucoup plus que la Turquie). Pour l'instant, la vision géostratégique de l'UE est étriquée, il faut que cela change. Et là, il s'agit bien de « repenser son action en profondeur », comme il est dit dans la question.

En conclusion, que l'UE s'intéresse un peu moins à la largeur des portes d'ascenseurs, qu'elle cesse d'entretenir une ridicule CEDH qui ne sait pas ce que peut bien vouloir dire défendre les droits de l'homme sur une planète qui est peuplée, pour une bonne part, de bêtes fauves à têtes d'hommes, et qu'elle développe des moyens d'intervention à l'échelle de ses responsabilités planétaires.

Fondée en réaction à une guerre mondiale qui a fait des dizaines de millions de morts, dont des millions dans des camps d'extermination, l'UE avait tout pour comprendre que l'histoire est tragique. Elle ne semble pourtant pas se préparer à jouer un rôle dans des circonstances dramatiques. Il faut que cela change !